

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CONSULTATION :	25 GH93 15 ECO
OBJET :	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis
PROCEDURE :	<p>Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R.2124-1 du Code de la Commande Publique.</p> <p>Il suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande</p>
ANNEXE	<p>Annexe 1 - Acceptation du CCP</p> <p>Annexe 2 - Quantité de plis et colis en 2024</p> <p>Annexe 3 – Liste des sous comptes</p>

AVICENNE



125, route de Stalingrad
93009 Bobigny

JEAN VERDIER



Avenue du 14 juillet,
93140 BONDY

RENE MURET



Avenue du Dr Schaeffner
93 270 SEVRAN

Ce document comprend 25 pages



AP-HP.
Hôpitaux universitaires
Paris Seine-Saint-Denis

SOMMAIRE

ARTICLE I.	OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
SECTION 1.01	OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
SECTION 1.02	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
SECTION 1.03	DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE	5
SECTION 1.04	ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	5
SECTION 1.05	PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE II.	MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE	6
SECTION 2.01	DESCRIPTION DES PRESTATIONS	6
(A)	TYPE D'ENVOI ET DELAIS D'AFFRANCHISSEMENT	6
(B)	PRISE EN CHARGE DES COURRIERS ET COLIS	6
(C)	PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE – FACULTATIVE N° 1 - AFFECTATION EN SOUS-COMPTES CLIENTS	
	PAR SERVICE	7
SECTION 2.02	GARANTIE D'ENVOI DU COURRIER	7
SECTION 2.03	REPRESENTATION DU TITULAIRE	7
SECTION 2.04	REMPLACEMENT DES INTERVENANTS	7
ARTICLE III.	DEMARCHE QUALITE ET ENVIRONNEMENTALE	7
ARTICLE IV.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
SECTION 4.01	COMMANDES	8
SECTION 4.02	CONTROLE	9
SECTION 4.03	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
SECTION 4.04	SUIVI DE L'ACCORD CADRE	9
SECTION 4.05	INSERTION DE FOURNITURES OU PRESTATIONS NOUVELLES	9
ARTICLE V.	OBLIGATION DU TITULAIRE	9
SECTION 5.01	OBLIGATION DE DISCRETION	10
SECTION 5.02	PERSONNEL DU TITULAIRE / CONFIDENTIALITE	10
SECTION 5.03	SANCTIONS	10
ARTICLE VI.	AVANCE	10
ARTICLE VII.	PRIX DE L'ACCORD CADRE	11
SECTION 7.01	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	11
SECTION 7.02	MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	11
ARTICLE VIII.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	11
SECTION 8.01	REGLEMENT DES COMPTES	11
SECTION 8.02	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	11
SECTION 8.03	DELAJ GLOBAL DE PAIEMENT	12
ARTICLE IX.	PENALITES	12

SECTION 9.01	DEFAILLANCE DU TITULAIRE	13
SECTION 9.02	PENALITES DE RETARD	13
SECTION 9.03	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	14
ARTICLE X.	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	14
SECTION 10.01	MOTIFS DE RESILIATION	14
SECTION 10.02	RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	14
SECTION 10.03	RESILIATION POUR INEXECUTION NON FAUTIVE	14
SECTION 10.04	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	14
SECTION 10.05	INDEMNITE DE RESILIATION	14
SECTION 10.06	RESILIATION EN CAS D'INEXACTITUDE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDES	14
ARTICLE XI.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE	15
SECTION 11.01	EN CAS DE D'INEXECUTION D'UNE PRESTATION OU DE CARENCE DANS L'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE	15
SECTION 11.02	APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	15
ARTICLE XII.	MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE	15
ARTICLE XIII.	EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE	15
ARTICLE XIV.	PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE	16
ARTICLE XV.	NANTISSEMENT	16
ARTICLE XVI.	ASSURANCES	16
ARTICLE XVII.	CERTIFICATS	16
ARTICLE XVIII.	DROIT	17
ARTICLE XIX.	DEROGATIONS AU C.C.A.G.	17

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article I. Objet de la consultation - Dispositions générales

Section 1.01 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent la prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis (HUPSSD)

L'objectif est de réduire les coûts annuels d'affranchissement en sous-traitant ces opérations auprès d'un prestataire titulaire d'un contrat Postal Courrier Industriel de gestion, l'autorisant à exécuter la prestation d'affranchissement du courrier de gestion pour des tiers.

Le titulaire devra donc assurer la collecte, le transport et l'affranchissement des plis avant le dépôt à La Poste dans l'objectif de permettre aux HUPSSD un gain sur leur coût d'affranchissement.

Le titulaire doit tout mettre en œuvre pour que le maximum de plis puisse bénéficier d'un tarif industriel.

La prestation comprendra :

- La collecte du courrier du lundi au vendredi entre 13h00 et 15h00, (hors JF et ponts),
- L'affranchissement de tous les courriers et colis collectés,
- La prise en charge de tous les types et tailles de courrier et colis pouvant être traités par la poste,
- L'analyse des flux de courrier afin de les optimiser, pour améliorer les économies générées sur les tarifs postaux,
- La transformation du courrier à adressage manuscrit en adressage dactylographié,
- L'envoi du courrier dans les 24h suivant la collecte,
- La distribution des courrier et colis affranchis par la Poste ou par un titulaire agréé ARCEP dans le respect des délais contractuels,
- La mise à disposition, sous la forme d'un tableau Excel, ou par tout moyen dématérialisé des résultats des traitements quotidiens et du suivi de la traçabilité.

Lieux d'exécution : Hôpital AVICENNE, Rue de Stalingrad, 93000 Bobigny

Accord-cadre à bons de commande

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le montant des prestations à bon de commande pour chaque année est défini(e) comme suit :

	Seuil minimum HT	Sans objet	Euros
1ere année	Seuil maximum HT	380 000	Euros
2eme année	Seuil maximum HT	380 000	Euros
3eme année	Seuil maximum HT	380 000	Euros

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	4 / 25
CCP	Avril 2025	

	Seuil minimum HT	Sans objet	Euros
4eme année	Seuil maximum HT	380 000	Euros

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l' article R.2122-4 du code de la commande publique.

Section 1.02 Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lot, en effet, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Section 1.03 Date d'effet et durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour une période de deux (2) ans, renouvelables deux fois pour une durée d'un an à compter de la date de notification.

Section 1.04 Accord-cadre à bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro de l'accord cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Section 1.05 Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière,
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.)
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes éventuelles
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures courantes et services (CCAG-FCS), arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire

i Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne fait pas partie des documents contractuels.

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	5 / 25
CCP	Avril 2025	

Article II. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE

Section 2.01 Description des prestations

Les HUPSSD affranchissent entre 30 000 et 40 000 plis de tailles diverses en moyenne par mois.

(a) Type d'envoi et délais d'affranchissement

Le titulaire s'engage, à ses frais et sous sa responsabilité, à conserver les plis en bon état d'utilisation, à les protéger de tout vol, perte, dégradation.

Le titulaire s'engage à respecter les délais suivants (le jour j étant le jour de collecte) :

PRODUIT :	AFFRANCHISSEMENT :
ÉCOPLI	Dans les 24h suivants la collecte
LETTRE VERTE	
LETTRE PERFORMANCE	
LETTRE VERTE + SUIVIE	
LETTRE PERFORMANCE + SUIVIE	
LETTRE RECOMMANDÉE R1*	Le jour J
LETTRE RECOMMANDÉE R2*	
LETTRE RECOMMANDÉE R3*	
TOUT COURRIER HORS GABARIT A LA PESEE + ETIQUETTE AFFRANCHISSEMENT	Dans les 24h suivants la collecte
AVIS DE RECEPTION*	Retour dans les 48h
LETTRE PRIORITAIRE INTERNATIONALE ZONE 1 et 2	Dans les 24h suivants la collecte
TOUT COLIS A LA PESEE	Dans les 24h suivants la collecte

*Le titulaire s'engage à retourner aux HUPSSD les accusés de réception au format papier (les talons) ou sous format dématérialisé dans les 48h suivant la collecte.

(b) Prise en charge des courriers et colis

Le titulaire mettra à disposition des HUPSSD, des caisses et tout équipement nécessaire à la collecte du courrier et des colis.

La collecte s'effectuera du lundi au vendredi à l'adresse suivante :

Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint Denis
Hôpital Avicenne
Service Vaguemestre
125, rue de Stalingrad
93009 Bobigny

L'horaire précis de la collecte sera fixé par le pouvoir adjudicateur entre 13h00 et 15h00 à la notification de l'accord cadre. Le titulaire s'engage à ce que le courrier soit traité, affranchit et dans les circuits de La Poste dans les 24h suivant la collecte.

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	6 / 25
CCP	Avril 2025	

(c) Prestation supplémentaire éventuelle – Facultative n° 1 - Affectation en sous-comptes clients par service

Le titulaire pourra proposer une solution permettant une identification des services expéditeurs au sein des HUPSSD. Le titulaire devra pouvoir modifier, ajouter ou supprimer un sous compte, sans surcoût, à la demande des HUPSSD.

Il existe actuellement entre 80 et 120 sous comptes qui permettent ce suivi de facturation (annexe au BPU)

Le titulaire devra fournir en même temps que sa facture mensuelle un état récapitulatif du mois (tableau Excel). Cet état récapitulatif devra mentionner le nombre d'envois :

- Par sous compte ;
- Par jour ;
- Par type ;
- Par poids de lettre.

❶ Il est rappelé aux candidats que les prestations supplémentaires éventuelles sont facultatives.

Section 2.02 Garantie d'envoi du courrier

Le titulaire a l'obligation de faire distribuer le courrier par un opérateur Postal agréé par l'ARCEP. Le titulaire devra justifier d'un plan de sécurisation lui permettant de garantir ses engagements en cas de panne.

Section 2.03 Représentation du titulaire

Le Titulaire désigne nominativement un (ou plusieurs interlocuteurs), habilité(s) à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution de l'accord cadre. Cet (ou ces) interlocuteur(s) est (sont) désigné(s) nominativement dans l'offre du Titulaire. En cas de remplacement de l'interlocuteur, le Titulaire s'engage à informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur.

Section 2.04 Remplacement des intervenants

En cas d'indisponibilité de l'interlocuteur, le Titulaire s'engage à proposer au Pouvoir Adjudicateur, sous trois jours calendaires, un nouvel interlocuteur, par tout moyen permettant de donner une date sûre (mail, lettre recommandée ...). Le nouvel interlocuteur disposant de compétences au moins équivalentes, la proposition étant étayée avec les mêmes documents que ceux demandés dans l'offre (CV, qualifications...).

Le Pouvoir Adjudicateur dispose de trois jours calendaires pour donner son accord par voie écrite. Le remplaçant proposé par le Titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur si celui-ci ne le récuse pas dans ce délai.

De plus, pendant toute la durée d'exécution de l'accord cadre, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du Titulaire.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Article III. DEMARCHE QUALITE ET ENVIRONNEMENTALE

Les HUPSSD souhaitent privilégier le développement durable c'est-à-dire la mise en pratique d'un certain nombre de principes contribuant à davantage de justice sociale et de respect des écosystèmes.

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	7 / 25
CCP	Avril 2025	

Les HUPSSD seront par conséquent sensible à la volonté de chaque candidat de s'inscrire dans une démarche éco responsable.

Ainsi, il est attendu que le titulaire :

- Favorise un type de distribution du courrier et des colis émettant le moins de CO2 possible ;
- Favorise une remise et une collecte du courrier à empreinte écologique réduite, avec une logistique de proximité durable et écoresponsable : optimisation des tournées, dernier kilomètre effectué à pied, en vélo ou en véhicule électrique ;
- Privilégie le recours au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) pour la mise à disposition des documents nécessaires à l'exécution de l'accord cadre ;
- Détaille dans son offre, la structuration de sa démarche qualité ainsi que son approche en matière de respect de l'environnement, et l'existence de labels dont il dispose

Si l'impression s'avère nécessaire, le titulaire doit assurer la qualité environnementale de l'impression : papier écoresponsable (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible) ;

Conformément aux dispositions de l'article 16.2.2 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des dispositions environnementales mentionnées au présent article.

Article IV.CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord cadre).

Section 4.01 Commandes

Les commandes se feront au fur et à mesure des besoins. Il n'y aura pas de minimum de commande (ni en quantité, ni en valeur).

Elles seront adressées au titulaire par courriel. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande à rappeler sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les dates, heure et lieu de réalisation des prestations.

La commande mentionnera la référence du devis préalablement accepté, si besoin.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution de l'accord cadre afin de permettre une réalisation à la date de début de l'accord cadre.

Si le titulaire de l'accord cadre est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire de l'accord cadre par les établissements de l'AP-HP sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : FR95267500452.

Les bons de commandes ne peuvent être passés dans le délai que pendant la période d'exécution de l'accord cadre.

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin de l'accord cadre.

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	8 / 25
CCP	Avril 2025	

Cependant, le délai d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme de l'accord cadre. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution du accord cadre pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité de l'accord cadre, dans la limite maximale de trois mois.

Section 4.02 Contrôle

Les HUPSSD se réservent le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations du titulaire par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

Section 4.03 Constatation de l'exécution des prestations

En dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G.-F.C.S. les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées dans un délai d'une (1) semaine à compter du lendemain de la date de livraison ou de délivrance de la prestation.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Section 4.04 Suivi de l'accord cadre

Toute non-conformité observée dans la prestation par le réceptionnaire ou autre utilisateur de la prestation donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par les HUPSSD et obligatoirement communiquée au titulaire.

Celui-ci est tenu, pendant toute la durée de l'accord-cadre, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Section 4.05 Insertion de fournitures ou prestations nouvelles

Les HUPSSD se réservent le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures ou des prestations de service nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites à l'accord cadre par voie d'avenant.

Article V. OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage :

- A respecter une obligation de vigilance sur le cumul des bons de commande qui lui seront adressés. Pour ce faire, le titulaire adressera obligatoirement à la Direction des Achats, de la Logistique et du Développement Durable de l'hôpital, un relevé de ses ventes par type de produit ou de prestation, en lui communiquant toute autre information qui serait utile.
- A veiller à ce que les prestations commandées soient bien référencées dans l'acte d'engagement du présent accord cadre. Dans le cas contraire, il sera fait retour du (des) bon(s) de commande erroné(s) au(x) service(s) émetteur(s).

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	9 / 25
CCP	Avril 2025	

- A informer sans délai de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie de l'accord cadre à un autre fournisseur ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution de l'accord cadre. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.
- Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de leur nature, le titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai le groupe hospitalier.

En cas de défaillance, les HUPSSD mettront en œuvre une procédure d'achat pour compte auprès d'un autre fournisseur.

- Sous-traitance : Il est interdit au titulaire du présent accord cadre de céder ou sous-traiter tout ou partie de la prestation en cours d'exécution sans y avoir été expressément autorisé par décision du pouvoir adjudicateur.

Section 5.01 Obligation de discrétion

Le titulaire qui, soit avant la notification de l'accord cadre, soit au cours de son exécution, a reçu des HUPSSD a communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielles ces informations.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse des HUPSSD, être communiqués à des tiers.

Toute infraction à l'obligation de discrétion et de confidentialité à laquelle il est tenu est passible de la mise en jeu de la responsabilité du titulaire.

Section 5.02 Personnel du titulaire / Confidentialité

Le titulaire de l'accord cadre est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Le personnel du titulaire de l'accord cadre est tenu au secret professionnel et à l'obligation de réserve.

Le personnel du titulaire de l'accord cadre doit satisfaire à toutes les obligations du code de la route, se conformer aux règles de la circulation interne et de sécurité en vigueur dans l'enceinte des sites du GHU.

Section 5.03 Sanctions

En cas de violation par le titulaire des obligations mentionnées aux alinéas précédents, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, les HUPSSD se réservent le droit de résilier l'accord cadre aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Article VI.AVANCE

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	10 / 25
CCP	Avril 2025	

Article VII. PRIX DE L'ACCORD CADRE

Section 7.01 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations objet de l'accord cadre seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Section 7.02 Modalités de variations des prix

L'accord cadre est conclu à prix ferme durant la 1ère année contractuelle et fera l'objet d'une révision de prix à chaque échéance annuelle selon les prix catalogues du titulaire.

Le titulaire de l'accord cadre s'engage à faire parvenir à Cellule des Marchés Publics, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de la révision. Passé ce délai de forclusion, les prix resteront ceux de la période précédente. Les demandes seront à adresser à :

Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint Denis
Hôpital Avicenne
Cellule des Accord cadres Publics
125, route de Stalingrad
93009 Bobigny

En réponse la cellule des accord cadres adressera au titulaire de l'accord cadre une lettre d'accord ou de désaccord motivé, dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la demande.

En cas d'accord, la révision prendra effet à la date anniversaire de l'accord cadre.

Clause de sauvegarde

Si l'augmentation de prix résultant de la révision est supérieure à 3%, les hôpitaux HUPSSD se réservent la possibilité de résilier l'accord cadre sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Article VIII. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Section 8.01 Règlement des comptes

Les prestations seront réglées sur présentation de facture mensuelle à terme échu par le titulaire.

Section 8.02 Présentation des demandes de paiements

La facture devra être, au format dématérialisé, sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Numéro de Siret APHP 267 500 452 01928 et code service en fonction des sites :

- 095 pour Avicenne,
- 032 pour Jean Verdier
- 069 pour René Muret

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	11 / 25
CCP	Avril 2025	

Les factures en format dématérialisé sont à adresser à l'AP-HP par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro. Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers PDF (signé ou non signé) cf. <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>.

Les factures doivent indiquer :

- Nom et adresse du créancier
- N° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement
- Les numéros de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- Le code APE
- La désignation des prestations réalisées
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée)
- Le taux et le montant des taxes
- Le montant total des prestations réalisées T.T.C.
- Les numéros des bons de commande
- Le numéro de accord cadre
- Les n° des bons de réception des services et leur date.

Les prestations hors accord cadre devront faire l'objet d'une facturation différente.

Pour les titulaires établis dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, la facture est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intra-communautaire AP-HP. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC. Le paiement de la TVA est effectué à l'ordre de Monsieur le Directeur spécialisé des finances de l'AP-HP (code TPGAP K 99194) selon la réglementation en vigueur sur la TVA intra-communautaire.

Section 8.03 Délai global de paiement

Le délai de paiement prévu aux articles R2192-10 à R2192-11 du code de la commande publique susvisé est celui qui s'impose à l'acheteur en application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le Comptable assignataire des paiements est : Monsieur le Directeur spécialisé des finances publiques de l'Assistance Publique à Paris

Le délai maximum de paiement est de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux appliqué est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Article IX. PENALITES

Par dérogation au CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée. Les pénalités sont dues, sans mise en demeure préalable, dès le premier euro.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	12 / 25
CCP	Avril 2025	

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord cadre aux frais et risques du titulaire.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le Pouvoir adjudicateur ou en cas de manquement du Pouvoir adjudicateur à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

Les pénalités sont cumulatives.

Section 9.01 Défaillance du titulaire

Si le titulaire ne se conforme pas aux dispositions de l'accord cadre, le pouvoir adjudicateur peut le mettre en demeure d'y satisfaire, dans un délai qui ne pourra être inférieur à 48h à compter de la notification de cette mise en demeure.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, une mise en régie à ses frais et risques pourra être ordonnée ou la résiliation de l'accord cadre pourra être décidée.

Les frais occasionnés par cette intervention seront réputés à la charge de l'entreprise défaillante, et seront retenus, le cas échéant, sur le montant des sommes qui lui sont dues.

Cette intervention ne dégagera pas la responsabilité du titulaire envers les tiers.

Le pouvoir adjudicateur peut de même faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues à l'accord cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 45 du CCAG – FCS.

Section 9.02 Pénalités de retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 24 du CCAG.

Les pénalités suivantes pourront être appliquées :

- Retard dans la collecte du courrier : 200 € HT par retard constaté.
- Retard dans l'affranchissement du courrier : 200 € HT par retard constaté.
- Perte de plis et/ou colis traçables : selon la valeur déclarée ou le niveau de recommandation.
- Non-conformité des tarifs d'affranchissement (erreur de tarif) : 10 € HT par écart constaté.

Le retard dans la livraison au destinataire ne fera l'objet d'aucune pénalité dès lors que le courrier aura bien été remis aux services postaux dans les délais indiqués au présent CCP.

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	13 / 25
CCP	Avril 2025	

Section 9.03 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article X. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Section 10.01 Motifs de résiliation

Le Pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution de l'accord cadre à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Section 10.02 Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les HUPSSD se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Section 10.03 Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le Pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin à l'accord cadre pour perte d'objet de l'accord cadre ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.

Section 10.04 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra à titre aucune indemnisation.

En complément de l'article 42 du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnité, l'accord cadre pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié à l'accord cadre, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

Section 10.05 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée en application des articles 39 à 41 du CCAG-FCS n'ouvrent pas droit à indemnité.

Section 10.06 Résiliation en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés

Concernant l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 de code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	14 / 25
CCP	Avril 2025	

Article XI. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE

Section 11.01 En cas de d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en cours d'exécution de l'accord cadre

En cas d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en qualité ou en quantité par le titulaire dans les délais, les HUPSSD pourront en outre faire procéder par un tiers à l'exécution de ladite prestation ou s'approvisionner auprès du fournisseur de leur choix aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 46 du C.C.A.G.- F.C.S.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire de l'accord cadre est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de la date de reprise de l'exécution : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution de l'accord cadre auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire de l'accord cadre en supportera les conséquences financières.

Section 11.02 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article XII. MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent cahier des clauses particulières dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références de l'accord cadre,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution de l'accord cadre par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier de l'accord cadre.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée du titulaire de l'accord cadre. La demande devra parvenir au représentant du pouvoir adjudicateur par LRAR.

Article XIII. EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technologique, de changement technique ou de modification de la réglementation en cours d'exécution de l'accord cadre, le titulaire a la possibilité, après accord des HUPSSD, de modifier ou de remplacer les fournitures faisant l'objet de l'accord cadre par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	15 / 25
CCP	Avril 2025	

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- D'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement technique ou de modification de la réglementation.
- D'autre part, que le prix fixé à l'accord cadre pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

Article XIV. PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE

Conformément à l'article R2194-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra en cas de prestations ne figurant pas dans cet accord cadre, mais dont l'exécution est devenue nécessaire à la suite d'une circonstance imprévue, avoir recours à une modification de l'accord cadre.

Article XV. NANTISSEMENT

L'accord cadre peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique.

Article XVI. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un accord cadre d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article XVII. CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que les HUPSSD n'en fassent la demande express, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, les HUPSSD recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord cadre devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution de l'accord cadre, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	16 / 25
CCP	Avril 2025	

Article XVIII. DROIT

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient subvenir entre les HUPSSD et le titulaire de l'accord cadre, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.

Téléphone : 01 44 59 44 00, Télécopie : 01 44 59 46 46.

E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Article XIX. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.- F.C.S., explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent CCP	Articles du C.C.A.G.- F.C.S. auxquels il est dérogé	Objet
Articles 9.02	Article 14.1 du C.C.A.G.- F.C.S.	Pénalités de retard d'exécution
Article 10.05	Article 42 du C.C.A.G.- F.C.S.	Indemnité de résiliation

ANNEXE 2 - Quantité de plis et colis en 2024

Courriers	Nbres
Affranchissement international lettre prio zone 1 (europe)	53
Affranchissement international lettre prio zone 2 (reste du monde)	140
Affranchissement international lettre prio recommander zone 2	16
Affranchissement international lettre prio recommander zone 1	24
Ecopli	263 121
Lettre recommandée	69
Lettre recommandée option avis de réception	4 756
Lettre verte	2 051
Lettre performance MA (timbre rouge)	3
Lettre recommandée option CRBT MA	9
Valeur déclarée MA DOM	2
Total	270 244

Colis	Nbres
max 30kg	281

Annexe 3 – Liste des sous comptes

Liste qui peut évoluer prévoir entre 90 et 120 sous comptes		
SOUS COMPTES	SITE	SERVICES
1	AVC	REA
2	AVC	HEPATO
3	AVC	UMA
4	AVC	PEDO PSY
5	AVC	CASITA
6	AVC	URC PF LEVY
7	AVC	PR GUILLON
8	AVC	ORTHOGENIE
9	AVC	URGENCES
10	AVC	SAMU-SMUR
11	AVC	CANCEROLOGIE
12	AVC	CARDIOLOGIE
13	AVC	PNEUMOLOGIE
14	AVC	HEMATO LABO
15	AVC	EFR
16	AVC	DERMATOLOGIE
17	AVC	HEMATO CLINIQUE
18	AVC	CHIR THORAXIQUE
19	AVC	COMMUNICATION
20	AVC	RADIOLOGIE
21	AVC	PHARMACIE
22	AVC	MEDECINE NUCLEAIRE
23	AVC	GASTRO

Liste qui peut évoluer prévoir entre 90 et 120 sous comptes

SOUS COMPTES	SITE	SERVICES
24	AVC	MEDECINE INTERNE
25	AVC	GERIATRIE
26	AVC	POLI MED
27	AVC	RHUMATOLOGIE
28	AVC	MALADIE INFECTIEUSE
29	AVC	ORL
30	AVC	OPH
31	AVC	POLI CHIR
32	AVC	ORTHOPEDIE
33	AVC	CHIR DIGESTIVE
34	AVC	BIOCHIMIE
35	AVC	BACTERIO
36	AVC	PARASITO
37	AVC	ANAPATH
38	AVC	DIRECTION
39	AVC	FRAIS DE SEJOUR
40	AVC	TRAITEMENT EXTERNE
41	AVC	REGIE
42	AVC	DRH
43	AVC	TRAVAUX
44	AVC	PM
45	AVC	ECONOMAT
46	AVC	NEURO
47	AVC	SERVICE SOCIAL PATIENT
48	AVC	ENDOCRINO

Liste qui peut évoluer prévoir entre 90 et 120 sous comptes

SOUS COMPTES	SITE	SERVICES
49	AVC	IFSI
51	JVR	CHIRURGIE
52	JVR	ASSOCIATION ENS CHIR
53	JVR	MEDECINE INTERNE
54	JVR	PEDIATRIE-HDJ PED
	JVR	CONSULT PEDIATRIE
55	JVR	GYNECO OBTETRIQUE
	JVR	CONSULT GYNECOLOGIE
	JVR	PLANNING FAMILIAL
	JVR	CHIR OBSTETRIQUE
56	JVR	CONSULT PMA
57	JVR	ANAPATH
	JVR	BIOCHIMIE
	JVR	HEMATOLOGIE
	JVR	MICROBIOLOGIE BACTERIO
	JVR	LABO MULTI
	JVR	CENTRE DE TRI
	JVR	BANQUE DU SANG
58	JVR	EXPLORATION FONCTIONEL
59	JVR	POLICLINIQUE
60	JVR	RADIO SCANNER
61	JVR	BLOC-OP
62	JVR	DAR-ANESTHESIE-REA
63	JVR	REEDUCATION
64	JVR	URG ADULTES-UHCD

Liste qui peut évoluer prévoir entre 90 et 120 sous comptes

SOUS COMPTES	SITE	SERVICES
	JVR	URGENCE PEDIATRIQUE
65	JVR	PHARMACIE
	JVR	STERILISATION
	JVR	MAGASIN MEDICAL
66	JVR	BDR-HEC-CECOS
67	JVR	ENDOCRINO
68	JVR	REA CHIR
69	JVR	UMJ
70	JVR	DIRECTION SECURITE ANTI-MALV
	JVR	SCDM-ARCHIVES
	JVR	INFORMATIQUE
71	JVR	DRH-DSSI-HYGIENE
	JVR	COMMUNICATION
	JVR	BUREAU PERSONNEL N- MEDICAL
	JVR	MUTUELLES
	JVR	MEDECINE DU TRAVAIL
	JVR	CRECHE
	JVR	FORMATION
	JVR	BUREAU DU PERSONNEL MEDICAL
	JVR	SYNDICATS
	JVR	SNCH
72	JVR	DIRECTION FINANCE QUALITE
	JVR	CAISSE-REGIE
	JVR	STANDARD
	JVR	TE-FS
	JVR	SERVICE SOCIAL
	JVR	BUDGET
73	JVR	SLH
	JVR	DIÉTÉTIQUE/RESTAURATION
	JVR	TRANSPORTS/VAGUEMESTRES
74	JVR	DST

Liste qui peut évoluer prévoir entre 90 et 120 sous comptes

SOUS COMPTES	SITE	SERVICES
	JVR	BIOMEDICAL
	JVR	EQUIPEMENT
	RMB	RELAIS BIO
	RMB	PHARMACIE
	RMB	MAGASIN MEDICAL
75	RMB	ADMISSION-FRAIS DE SEJOUR
	RMB	CAISSE -REGIE
76	RMB	MAGASIN HOTELIER
	RMB	LINGERIE
	RMB	SALUBRITE
	RMB	VAGUEMESTRE
	RMB	RESTAURATION
77	RMB	DST
	RMB	BIOMEDICAL
	RMB	INCENDIE
78	RMB	DIRECTION SECURITE ANTI-MALV
	RMB	INFORMATIQUE
79	RMB	CRECHE
	RMB	CENTRE DE LOISIRS
80	RMB	DIÉTÉTIQUE
81	RMB	TUTELLE
	RMB	DIRECTION
82	RMB	DRH
	RMB	SANTE AU TRAVAIL
83	RMB	POLICILNIQUE
84	RMB	GALIEN
	RMB	PAILIATIF
	RMB	NUTRITION
	RMB	ADDICTOLOGIE
	RMB	GERIATRIE
85	RMB	RABELAIS
	RMB	GERIATRIE

Liste qui peut évoluer prévoir entre 90 et 120 sous comptes

SOUS COMPTES	SITE	SERVICES
86	RMB	HAMBURGER
	RMB	SLD
	RMB	NEUROLOGIE
87	RMB	POLICLINIQUE
	RMB	HDJ POLI



Hôpitaux Universitaires de Paris Seine Saint Denis | Cellules des accord cadres | 125, rue de Stalingrad |
93009 Bobigny | 01.48.95.57.22 | avc-cellule.marches@aphp.fr

ACCEPTATION DU CCP

CONSULTATION :	25 GH93 15 ECO
OBJET :	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis
PROCEDURE :	Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R.2124-1 du Code de la Commande Publique. Il suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

Je soussigné(e)¹ atteste pour le compte de la société
avoir pris connaissance et accepter les conditions des Cahier Des Clauses Administratives et techniques.

A Le.....

Signature et cachet de la société

¹ Nom et qualité de la personne qui engage la société au même titre que l'acte d'engagement

25 GH93 15 ECO	Prestation de collecte et d'affranchissement du courrier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	25 / 25
CCP	Avril 2025	